

UNION - TRAVAIL – JUSTICE

# **JOURNAL OFFICIEL**

## **DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**

**POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :**  
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 76.20.00 email : jo\_gabon @ yahoo. fr.  
Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville  
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

## **SOMMAIRE**

### **PARTIE OFFICIELLE**

#### **ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**

##### **Assemblée nationale**

Loi N°021/2007 du 15 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt quatre millions huit cent Tille (24 800 000) euros auprès du Groupe Italo-Chinois Ltd.....1

Loi N°020/2007 du 15 janvier 2008, portant ratification de l'ordonnance n°001/2007 2007 du 21 août 2007 portant règlementation de l'activité de mise à disposition du personnel en République gabonaise.....1

Loi N°022/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt millions (20 000 000) d'euros auprès de l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.....3

Loi N°023/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à sept millions (7 000 000) d'euros auprès de l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.....3

Loi N°024/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à dix huit millions (18 000 000) d'Euros auprès de l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.....4

Loi N°025/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à huit millions trois cent un mille neuf cent vingt cinq (8 301 925) euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, en abrégé BBVA.....4

Loi N°026/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à dix sept millions neuf cent quatre vingt quatre mille cent cinquante cinq virgule

trente trois centimes (17 984 155,33) d'euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, en abrégé BBVA.....5

Loi N°027/2007 du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à trois millions huit cent deux mi le trois cent vingt sept (3 802 327) d'euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria.....5

Loi N°028/2007 du 22 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à six millions six cent mille (6 600 000) Dinars Islamiques auprès de la Banque Islamique de Développement.....5

Loi N°029/2007 du 22 janvier 2008, portant ratification de l'ordonnance n°014/PR/2007 du 21 août 2007 portant création et organisation de l'Université d'Oyem.....6

Loi N°030/2007 du 22 janvier 2008, portant ratification de l'ordonnance n°013/PR/2007 du 21 août 2007 portant création et organisation de l'Université de Mouila.....6

Loi N°031/2007 du 22 janvier 2008, portant ratification de l'ordonnance n°015/PR/2007 du 21 août 2007 portant création et organisation de l'Université de Port-Gentil.....7

Loi N°037/2007 du 25 janvier 2008, portant règlement définitif du budget de l'Etat, gestion 2005.....7

---

### **Cour constitutionnelle**

---

Avis n°001/CC du 21 février 2008 relatif à la demande du Premier Ministre tendant à savoir si les Présidents des délégations spéciales ont qualité pour représenter au Conseil Economique et Social les 18 membres de ladite institution issus des Conseils Départementaux et des Conseils Municipaux dont le mandat a expiré le 13 janvier 2008.....8

---

### **Présidence de la République**

---

Ordonnance n°002/2008/PR du 18 janvier 2008, modifiant certaines dispositions de la loi organique n°005/2002 du 27 novembre 2002.....9

Décret n°0040/PR du 15 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°20/2007 portant ratification de l'ordonnance n°0017/2007/PR du 21 Août 2007 portant réglementation de l'activité des mises à disposition du personnel en République Gabonaise.....9

Décret n°0041/PR du 15 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°21/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt quatre millions huit cent mille (24 800 000) euros auprès du Groupe Italo-Chinois LTD. ....9

Décret n°0084/PR du 21 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°24/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à dix huit millions (18 000 000) d'euros de l'Agence Française de Développement.....10

Décret n°0085/PR du 21 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°022/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt millions (20 000 000) d'euros auprès de l'Agence Française de Développement.....10

Décret n°0086/PR du 21 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°23/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt obligatoire d'un montant équivalent à sept millions (7 000 000) d'euros auprès de la Banque Française de Développement.....10

Décret n°0088/PR du 21 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à huit millions trois cent un mille neuf cent vingt cinq (8 301 925) euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria.....10

Décret n°0089/PR du 21 janvier 2008, portant promulgation de la loi n° 26/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à dix sept millions neuf cent quatre vingt mille cent cinquante cinq virgule trente trois centimes (17 984 155,33) d'euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria.....10

Décret n°0090/PR du 21 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°27/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à trois millions huit cent deux mille trois cent vingt sept (3 802 327) d'euros auprès de la Banco Bilbao Vizcaya Argentaria.....10

Décret n°0091/PR du 22 janvier 2008, portant promulgation de la loi n° 28/2007 autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à six millions six cent mille (6 600 000) Dinars Islamique auprès de la Banque Islamique de Développement.....11

Décret n°0092/PR du 22 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°029/2007 portant ratification de l'ordonnance n°14/PR/2007 portant création et organisation de l'Université d'Oyem.....11

Décret n°0093/PR du 22 janvier 2008, portant promulgation de la loi n°030/2007 portant ratification de l'ordonnance n°013/PR/2007 portant création et organisation de l'Université de Mouila.....11

Décret n°0094/PR du 22 janvier 2008, portant promulgation de la loi n° 031/2007 portant ratification de l'ordonnance n°013/PR/2007 du 21 août 2007 portant création et organisation de l'Université de Port-Gentil.....11

Décret n°00104/PR du 25 janvier 2008, portant promulgation de la loi n° 037/2007 portant règlement définitif du budget de l'Etat, gestion 2005.....11

---

### **Primature**

---

Décret n°000061/PM/CAB du 31 janvier 2008, portant désignation d'un Administrateur de Crédits.....12

Décret n°000062/PM/CAB du 31 janvier 2008, portant désignation d'un Administrateur de Crédits.....12

---

### **Ministère de l'Enseignement supérieur**

---

Décret n°000127/PR/MES du 7 février 2008, portant création du Diplôme d'Ingénieur.....13

Décret n°000128/PR/MES du 7 février 2008, portant création du diplôme de Brevet de Technicien Supérieur.....14

Décret n°000129/PR/MES du 7 février 2008, portant création du Diplôme Universitaire de Technologie.....15

---

### **Ministère de l'Enseignement technique**

---

Décret n°000133/METFP/MES/ENSET du 11 février 2008, portant organisation des examens des Certificats d'Aptitude aux Professorats des Collèges d'Enseignement Technique (CAPCET), et Lycées Techniques (CAPLT) Session 2008.....17

---

### **Ministère de la Justice**

---

Décret n°000340/PR/MJ du 21 avril 2005, portant attribution de la nationalité gabonaise par voie de reconnaissance.....18

Décret n°000332/PR/MJ du 21 avril 2005, portant attribution de la nationalité gabonaise par voie de naturalisation.....18

Décret n°001118/PR/MJ du 31 décembre 2004, portant attribution de la nationalité gabonaise par voie de naturalisation.....18

---

---

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

### Assemblée nationale

*Loi N°021/2007 du 15 janvier 2008, autorisant l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt quatre millions huit cent Tille (24 800 000) euros auprès du Groupe Italo-Chinois Ltd.*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté,  
Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
Promulgue la loi dont la teneur suit:

Article 1<sup>er</sup>: La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 114 de la Constitution, autorise l'Etat Gabonais à contracter un emprunt.

Article 2 : L'Etat Gabonais est autorisé à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt quatre millions huit cent Tille (24 800 000) euros auprès du Groupe Italo-Chinois Ltd.

Article 3 : Le produit de l'emprunt spécifié et autorisé à l'article 2 ci-dessus est destiné au financement des travaux d'aménagement des terrains et de construction des maisons dans les sites d'Agondjé, Bikele et Igoumie.

Article 4: Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat Gabonais, la convention de prêt ainsi que les autres documents y relatifs.

Article 5 : La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 15 janvier 2008

Par le Président de la République, Chef de l'Etat;  
El Hadj Omar BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Jean EYEGHE NDONG

*Le Ministre du Logement de l'Habitat et de l'Urbanisme*  
Patrice TONDA

*Le Ministre des Travaux Publics, des Infrastructures et de la Construction*  
Général Flavien NZENGUI-NZONDOU

*Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation*  
Paul TOUNGUI.

*Loi N°020/2007 du 15 janvier 2008, portant ratification de l'ordonnance n°0017/2007 du 21 août 2007 portant règlementation de l'activité de mise à disposition du personnel en République gabonaise*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté,  
Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
Promulgue la loi dont la teneur suit:

Article 1<sup>er</sup>: Est ratifiée l'ordonnance n°020/PR/2007 du 21 août 2007 portant règlementation de l'activité de mise à disposition du personnel en République gabonaise, en application de la loi n°013/2007 du 19 juillet 2007 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnance pendant l'intersession parlementaire.

Article 2.- Les dispositions des articles 2, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 21, 23, 25 et 26, 27, 28, 29, 37, 39,42 et le chapitre V et VI de l'ordonnance n°20/PR/2007 du 21 août 2007 portant règlementation de l'activité de mise à disposition du personnel en République gabonaise, sont modifiées comme suit:

### CHAPITRE PREMIER DES DEFINITIONS, DU CHAMP D'APPLICATION, DES CONDITIONS ET DES MODALITES.

#### *Section 1* *DE L'ENTREPRISE DE MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL*

Article 2.- Au sens de la présente ordonnance, on entend par entreprise de mise à disposition du personnel, toute personne, physique ou morale, dont l'activité exclusive est de mettre à la disposition provisoire d'utilisateurs, dénommés entreprises utilisatrices, des salariés qu'elle embauche et rémunère pour l'exécution d'une mission déterminée.

Article 7 (ancien article 8).- Les cas de recours à la mise à disposition du personnel sont exclusivement relatifs à:

- un surcroît occasionnel d'activités;
- la création d'activités nouvelles dont l'exécution urgente est limitée dans le temps;
- des travaux urgents pour les besoins de prévention des risques professionnels imminents;
- un besoin temporaire de personnel pour des tâches bien définies.

Les contrats de mise à disposition et les contrats de mission conclus dans le cadre du présent article ne peuvent dépasser deux ans. Ils sont renouvelables une fois.

#### *Section 2* *DU CONTRAT DE MISSION*

Article 8 (ancien article 9).- Au sens de la présente ordonnance, on entend par contrat de mission, un contrat de travail conclu entre l'entreprise de mise à disposition du personnel et le salarié. Ce contrat ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte.

Sous peine de nullité, le contrat de mission est obligatoirement écrit et doit revêtir le visa de conformité de

l'Inspecteur du travail du ressort, lequel doit être accordé gratuitement sous huitaine au plus tard.

La demande de visa incombe à l'entreprise de mise à disposition du personnel. Cette demande est obligatoirement accompagnée du contrat de mise à disposition de chaque travailleur.

Article 9 (ancien article 10).- Le contrat de mission contient les clauses obligatoires ci-après:

- la raison sociale et l'adresse de l'entreprise de mise à disposition;
- le numéro d'affiliation à la caisse nationale de sécurité sociale de l'entreprise de mise à disposition;
- le numéro de l'agrément délivré par le Ministre chargé du Travail ;
- le nom et la qualification professionnelle du travailleur ;
- le nom de l'entreprise utilisatrice ainsi que son adresse;
- la durée et le lieu d'exécution de la mission;
- le régime de travail avec, le cas échéant, la cadence prévue des récupérations;
- la rémunération détaillée du travailleur.

Article 10 (ancien article 11.- Est puni d'une amende de un million (1.000.000) de francs CFA, l'emploi d'un travailleur qui n'obéit pas aux dispositions de l'article 9 ci-dessus.

Article 11 (ancien article 13).- sans changement.

Article 12 (ancien article 14).- Sont punies d'une amende de un million (1.000.000) de francs CFA, les infractions aux dispositions des articles 6 et 8 ci-dessus.

En cas de récidive l'amende est portée à deux millions (2.000.000) de francs CFA.

## **CHAPITRE II DE LA REMUNERATION ET DE LA CO-RESPONSABILITE**

### *Section 1 DE LA REMUNERATION*

Article 13 (ancien article 15).- sans changement

Article 14 (ancien article 16).- Outre le salaire de base visé à l'article 15 ci-dessus, le travailleur sous contrat de mission bénéficie de primes et indemnités attachées au poste de travail, occupé au sein de l'entreprise utilisatrice.

### *Section 2 DE LA CO-RESPONSABILITE*

Articles 15 (ancien article 17).- Dans le cadre des contrats de mise à disposition du personnel, il est établi une co-responsabilité entre l'entreprise de mise à disposition du personnel de l'entreprise utilisatrice.

L'entreprise utilisatrice doit s'assurer par tous les moyens de preuves, de la capacité de l'entreprise de mise à disposition du personnel à assumer ses obligations vis-à-vis de ses travailleurs, de l'Etat et des organismes de sécurité sociale.

Le travailleur lésé dans ses droits dispose d'une action directe contre l'entreprise utilisatrice sans préjudice, le cas échéant, de l'action récursoire reconnue à cette dernière contre l'entreprise de mise à disposition du personnel.

Articles 16 à 18 (anciens articles 18 à 20)- sans changement

## **CHAPITRE III DE LA REPRESENTATION DU PERSONNEL ET DE L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL**

Article 19 (ancien article 21).- Les dispositions relatives aux organismes professionnels institués par le Code du Travail sont applicables aux entreprises de mise à disposition du personnel.

Toutefois, et en considération de la spécificité de l'activité de mise à disposition du personnel, les travailleurs sous contrat de mission peuvent soumettre certaines de leurs doléances à l'entreprise utilisatrice par l'entremise des représentants du personnel de celle-ci.

Article 20 (ancien article 22).- sans changement

Article 21 (ancien article 23).- Les dispositions du Code du travail relatives à la représentation du personnel, à la liberté syndicale et à la protection du droit syndical sont applicables aux travailleurs des entreprises de mise à disposition du personnel.

Article 22 (ancien article 24).- sans changement

## **CHAPITRE IV DE LA RESILIATION DU CONTRAT DE MISSION**

Article 23 (anciens articles 25 et 26).- La résiliation du contrat de mission est subordonnée au respect des dispositions en la matière relatives au contrat à durée indéterminée telles que prévues aux articles 49 à 61 du Code du Travail.

Toutefois, le travailleur sous contrat de mission peut, à sa demande, se faire assister par un ou plusieurs représentants du personnel de l'entreprise utilisatrice au cours de l'entretien préalable au licenciement auquel le convoque son employeur.

Article 24 (ancien article 27).- Une indemnité de précarité d'emploi est versée à tout travailleur en fin de contrat de mission ou licencié pour un motif autre que la faute lourde. Cette indemnité, qui n'est pas cumulable avec l'indemnité de licenciement prévu par le code du travail, n'est pas due en cas de démission du travailleur.

Article 25 (ancien article 28).- Le montant de l'indemnité de précarité d'emploi est égal à 20% du total de la rémunération brute du travailleur pendant la durée de la mission.

Pour les missions dont la durée est égale ou supérieure à un an, l'indemnité de précarité est au moins égale à 20% de la rémunération brute servie pendant les douze derniers mois. Les contrats individuels de mission ou les conventions collectives peuvent prévoir des taux plus favorables au travailleur.

Article 26 (ancien article 29).- Tout refus d'accéder à la demande du travailleur faite en application de l'article 25 ci-dessus est passible d'une amende de un million (1.000.000) de francs CFA à la charge de l'entreprise responsable.

Le licenciement du travailleur intervenu dans ces conditions est considéré comme abusif.

**CHAPITRE V  
DE LA DISCIPLINE, DE LA SANTE ET DE LA  
SECURITE AU TRAVAIL**

Articles 27 et 28 (anciens articles 30 et 31J.- sans changement)

Article 29 (ancien article 32).- L'entreprise utilisatrice est entièrement responsable de l'application des mesures de prévention pour la sécurité et la santé au travail destinées à assurer la protection du travailleur sous contrat de mission. Toutefois, l'entreprise ce mise à disposition du personnel reste responsable des visites médicales d'embauche et des visites médicales périodiques du travailleur.

Articles 30 et 31 (anciens articles 33 et 34.- sans changement)

**CHAPITRE VI  
DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

Article 32 (ancien article 35).- Pour l'application des dispositions pénales prévues aux articles 10, 12, 17, 18, 22, et 31 de la présente ordonnance, l'Inspecteur du Travail doit s'assurer que l'infraction constatée est ou non partagée entre l'entreprise de mise à disposition du personnel et l'entreprise utilisatrice.

La co-responsabilité sur une infraction oblige chacune des parties à payer de l'amende prononcée à parts égales.

Article 33 (ancien article 36).- sans changement

Article 34 (ancien article 37).- Pendant la durée de leur mission, les travailleurs mis à disposition ont le droit de bénéficier des programmes de formation, de perfectionnement professionnel organisés au bénéfice des travailleurs de l'entreprise utilisatrice dans leur domaine de compétence.

Article 3.- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 4 - La présente loi, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 15 janvier 2008

Par le Président de la République, Chef de l'Etat;  
El Hadj Omar BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Jean EYEGHE NDONG

*Le Ministre des Affaires Sociales, de la Solidarité, de la  
Protection de la Veuve et de l'Orphelin et de la Lutte contre le  
SIDA*  
Maître Denise MEKAM'NE

*Le Ministre du Commerce, du Développement Industriel,  
chargé du NEPAD*  
Paul BYOGHE MBA

*Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux*  
Martin MABALA

*Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du  
Budget et de la Privatisation*  
Paul TOUNGUI.

—————

*Loi N°022/2007 du 21 janvier 2008, autorisant  
l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant  
équivalent à vingt millions (20 000 000) d'euros auprès de  
l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er: La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 114 de la Constitution, autorise l'Etat Gabonais à contracter un emprunt.

Article 2 : L'Etat Gabonais est autorisé à contracter un emprunt d'un montant équivalent à vingt millions (20 000 000) d'euros auprès de l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.

Article 3 : Le produit de l'emprunt spécifié et autorisé à l'article 2 ci-dessus est destiné au financement des travaux d'assainissement prioritaires des eaux pluviales de Libreville, phase II.

Article 4: Le Ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à conclure et à signer, au nom et pour le compte de l'Etat Gabonais, la convention de prêt ainsi que tous les autres documents y relatifs.

Article 5 : La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 21 janvier 2008

Par le Président de la République, Chef de l'Etat;  
El Hadj Omar BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Jean EYEGHE NDONG

*Le Ministre des Travaux Publics, des Infrastructures et de la  
Construction*  
Général Flavien NZENGUI-NZONDOU

*Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du  
Budget et de la Privatisation*  
Paul TOUNGUI.

—————

*Loi N°023/2007 du 21 janvier 2008, autorisant  
l'Etat Gabonais à contracter un emprunt d'un montant  
équivalent à sept millions (7 000 000) d'euros auprès de  
l'Agence Française de Développement, en abrégé AFD.*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté,  
Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
Promulgue la loi dont la teneur suit: